L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 9 AOUT 1877. 50me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI MATIN, 9 AOUT.

VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par O. Vajelon, sur la Levée, en face de la rue Poydras—farine, gru, farine de maïs, etc.

Par A. Marks, Levy & Co., au No 83 de la rue des Magasins—habillements, lingerie, chapeaux, casquettes, valises, chapeaux laine noire avariés.

Par D. E. Morphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Gravier—farine, gru, bacon white ky, tabac, meubles, buggies, &c., avariés.

Grande vente à l'encan, d'articles avariés retirés du bateau à vapeur "Golden Rule"—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

La responsabilité pour le pillage des deniers publics.

Pendant les huit années que l'administration des affaires de la Louisiane a été dans les mains des radicaux, il semble qu'il n'y ait pas un seul département qui ait échappé au système de rapines et d'abus si bien mis en pratique par les chefs eux-mêmes. Par la résolution 134 adoptée dans la session extraordinaire de la législature, il a été décidé que des comités d'enquête seraient chargés de faire des recherches dans les divers départements pour arriver à la constatation officielle des vols et des abus.

Nous avons vu avec quel zèle et quelle activité, le comité désigné pour le département de l'Auditeur, s'était mis à l'œuvre, mais s'il a trouvé des indications précieuses, il n'a pu mettre la main sur les livres, les documents et les papiers qui eussent pu fournir les plus fortes preuves des malversations effectuées dans ce bureau.

Le fait que les livres ont été enlevés et volés ou détruits, est la plus sérieuse des présomptions contre l'ancien auditeur Johnson qui prend tranquillement des bains de mer et nargue la justice de l'Etat. Il l'est pas seul compromis par cet enlèvement des archives de son bureau, car c'est dans ce département que les plus grosses fraudes ont dû être commises et l'ex-auditeur Clinton, le pseudo-gouverneur Kellogg et la plupart des collecteurs de taxes avaient intérêt à la disparition des livres et papiers de ce bureau. Quant à M. Packard, il est complice de l'enlèvement puisqu'il avait le contrôle de la Maison d'Etat à l'époque où l'opération s'est faite. Enfin, l'ex-marshal Pitkin et ses députés auront à répondre du rôle qu'ils ont joué dans ce détournement de documents officiels.

C'était évidemment dans le département de l'auditeur qu'étaient les preuves des plus gros tripotages des chefs radicaux, et c'est pourquoi ils les ont tout simplement supprimées, comme des voleurs qui ne veulent pas laisser de traces derrière eux.

Dans le département de l'instruction publique, il s'est commis de nombreux détournements des fonds d'écoles par les trésoriers ou administrateurs locaux. Le comité a déjà travaillé à éclaircir cette bouteille à l'encre des écoles et il est probable qu'il nous révélera bien des scandales et des détournements.

Un autre département, celui du trésorier, méritait d'attirer particulièrement l'attention, à cause de sa connexité avec celui de l'auditeur, et en raison des plaintes proférées depuis longtemps contre les pratiques de ce bureau.

Il était de notoriété publique que les porteurs de mandats qui se présentaient à la caisse pour toucher le montant de leurs titres, recevaient invariablement la même réponse "il n'y a pas d'argent" et on les avertissait charitablement de venir [illegible] s'ils voulaient en tirer quelque chose. Comment ces mandats étaient vendus prenaient-ils ensuite le chemin de la caisse du Trésor? C'était là le mystère de l'opération.

Le trésorier, M. Dubuclet, a toujours prétendu qu'il était innocent comme l'enfant qui vient de naître, des opérations qui avaient pour effet de transformer à son guichet l'argent comptant en mandats. Toute la faute était, selon lui, à l'auditeur Clinton qui s'entendait avec les collecteurs, et à en croire M. Dubuclet il aurait été victime d'une persécution injuste dans le procès qu'il a eu à soutenir.

Nous ne savons si le comité d'enquête récemment nommé a découvert le secret des pratiques qui avantageaient une coterie d'agioteurs au préjudice de tous les créanciers ordinaires de l'Etat, mais la justice va être saisie de la question et il faudra bien que la lumière se fasse.

Les allégations contenues dans la pétition du juge Tissot, dont nous avons publié hier la substance, sont précises et formelles. Il accuse M. Dubuclet d'avoir été de connivence avec un des Herwig, de notoriété radicale, pour absorber au profit des mandats achetés par eux à un escompte plus ou moins fort, tout l'argent comptant qui entrait au Trésor.

Si les faits allégués sont établis, il en résultera la preuve que le Trésorier se prêtait à une combinaison qui avait pour but de soumettre tous les mandats payés par l'Etat à un escompte, dont le bénéfice revenait à une petite coterie.

Ce sont là des faits criminels au premier chef qui feraient encourir au Trésorier, non-seulement la responsabilité civile pour la somme, mais encore une responsabilité criminelle.

Nous espérons que le comité de la législature s'empressera d'éclaircir les faits allégués pour les soumettre à l'assemblée. Mais d'ici là, il nous semble qu'il est du devoir du gouverneur d'examiner s'il n'y a pas lieu de suspendre provisoirement le fonctionnaire contre lequel sont portées de si graves accusations.

Le bénéfice du doute reste acquis à M. Dubuclet tant que la justice ou la législature n'ont pas prononcé, mais les présomptions contre lui sont sérieuses et il aura à prouver que, si la peine a se laver entièrement de toute complicité dans les actes répréhensibles qui ne pouvaient s'accomplir dans son département sans qu'il en fût connaissance. Ce n'est plus M. Clinton qui lui fait la guerre, ce sont ceux qu'il a lésés, ce n'est plus une Cour Suprême radicale qui le jugera en dernier ressort, c'est une Justice régulière et honnête devant laquelle il aura à rendre compte de sa conduite.

☞ Quelle dame sera la favorite de la fortune? Celle qui gagnera cet élégant médaillon et cette belle chaîne qui sont maintenant à l'exposition chez Griswold et qui seront présentées par les Vaudry Rifles le 16 du courant.

UN ACCIDENT—L'autre jour la foule se pressait autour d'une dame qui paraissait en proie à une grande douleur. Un docteur fut immédiatement appelé. "Qu'avez-vous, madame," demande le médecin. —Je crois que j'ai le pied foulé, docteur," —Le docteur constata en effet qu'elle avait raison, et commença à examiner la chaussure. Tout à coup il s'écrie: "Oh vous êtes assez-vous madame! Ces souliers sont d'une coupe très défectueuse. Je suis certain qu'ils ne viennent pas de l'ETOILE ROUGE." "Non, docteur." "Il n'est pas étonnant que vous ayez le pied foulé."

—Un père adresse devant plusieurs personnes de sévères remontrances à son gamin qui n'a pas obtenu le moindre accessit.

—Cependant, lui dit-il, nous pensions tous que tu étais fort en analyse française.

—Oui, papa, mais j'ai fait une boulette qui m'a coûté cher.

—Laquelle?

—On nous avait donné à traiter le récit d'un voyage. Alors j'ai copié textuellement une lettre que maman m'avait adressée pendant votre excursion en Suisse, pour me raconter ce que vous aviez vu.

—Eh bien!

—Ce que il y avait dedans *cent trois* fautes d'orthographe, on m'a mis le dernier.

—Tableau!

☞ Variété, et représentations dramatiques et soirée dansante à la fête des Vaudry Rifles le 16 du courant.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Départs.

Partis hier soir par le chemin de fer de Jakson: F. M. Ziegler, (de la maison Schmidt et Ziegler) Mme F. M. Ziegler, Moses Mannie Ziegler, Charles Ziegler, Forest Ziegler et domestiques pour New York via Chûtes du Niagara. Jas. O'Donnell, Champion du Hope Rowing Club est parti par la route de Jackson pour Detroit Mich. où il prendra part aux régattes qui doivent avoir lieu la semaine prochaine; Capt Sam Bard est parti par la ligne populaire de Jackson, la nuit dernière, pour Washington, S. W. Blaisdel et famille, pour San Francisco; Col R. W. Marsh'y et famille, pour les Chûtes du Niagara; Jas D Hill, pour New York; J. M. Morton, pour Boston; G. W. Durde et C. P. Hyame, pour Chicago; A. Reichaud, pour Chicago; A. Mann, pour New York. G. T. Webes, pour New York, N. C. Folger, pour St Louis; M. N. Chas B. Singleton, St Louis; M. J. A. Robinson, pour St Louis.

Environ 50 membres de la compagnie de pompiers No 6 avec leur foreman Johnson et un grand nombre d'amis sont partis hier soir pour Jackson et Vickburg et ont pris le grand chemin de fer de Jackson.

Partis par le chemin de fer de Mobile: J. H. Kahos, dame et sœur et miss Lucy Caldwell pour St-Louis; aussi, C. H. Peen et famille, pour la même destination; Domingo Silva et S. W. Plume pour New York; Mrs James Anderson, G. Kohl, A. Antha, Vie; Robt. Moore et famille W. F. Cottis et famille et Wm Foster pour Point Clear; juge W. H. Wyly pour Greenbrier White Sulphur Springs; J. H. Fletcher et dame pour Warm Springs, N. C. Mme Gloeheeter pour Louisville; col E. D. Frost pour Rome, Geo; John Batchhilper et famille pour Nashville; F. H. Prasplet et dame pour Richmond, Vie. et W. Harris pour New York.

Inspection des Levées.

Les ingénieurs d'Etat, le major Harrod, le major Richardson et le colonel Hardee, sont arrivés mercredi matin par la goélette Sappho, après avoir fait une inspection attentive des levées de l'Etat de la ligne de l'Arkansas à la Nouvelle-Orléans, distance d'environ 500 milles. Ces messieurs ont mis un mois à faire leur reconnaissance et la complétèrent en descendant le fleuve, de manière à embrasser dans leur examen toutes les levées du Mississippi en Louisiane.

Ils ont vu toutes les principales levées et les prévasses en amont de la ville, et le gouverneur, qui est le président du Bureau, sera par leur rapport mis en possession de renseignements complets pour la continuation des travaux et sur la nécessité de leur exécution par l'Etat.

La Sapho, qui a transporté les ingénieurs, est une petite goélette noire spécialement pour une tournée d'inspection; elle avait été remorquée de l'embouchure du fleuve jusqu'à 15 milles au-dessus de la limite de l'Etat de l'Arkansas. De là elle a pris sa course en aval, avec le courant, offrant ainsi un moyen très économique de transport et d'inspection. Toutes les inspections avaient été faites antérieurement avec un bateau à vapeur, ce qui entraînait une dépense de plusieurs milliers de piastres, tandis que les frais de cette dernière opération n'atteindront pas $300, et la tournée aura été aussi complète que les précédentes.

Les ingénieurs se sont arrêtés au confluent de la Rivière Rouge pour reconnaître l'entrée de la rivière, mais comme les eaux étaient trop hautes, il a fallu remettre l'examen détaillé à une autre époque de la saison, et alors une reconnaissance complète sera faite par les ingénieurs de l'Etat et ceux des Etats-Unis conjointement.

SIXIEME COUR DE DISTRICT.

Affaire Bermudez contre H. Tremoulet, président.

Dans notre numéro du 15 juillet, nous avons exposé la demande adressée par M. E. Bermudez à la 6me Cour pour obtenir un mandamus interdisant à la direction récemment élue de la compagnie "Importer's Bonded Warehouse," dont M. H. Tremoulet est le président, de s'organiser. M. Bermudez allégeait l'inégibilité de trois des directeurs, il prétendait encore que les directeurs élus devaient à la compagnie une somme considérable d'argent etc.

L'affaire a été plaidée devant le juge Hughton qui a donné gain de cause aux défendeurs en refusant de maintenir le mandamus.

Fraudes de Douane.

Mr. Peter Bradley, frère de Robert Bradley, l'officier de Douane qui fut tué, il y a quelques années sous des circonstances mystérieuses et suspectes, doit présenter au général Barney, agent spécial du Trésorier, la lettre suivante:

Nouvelle Orléans, 5 août 1877.

Génl. Barney.

Général,—Je juge qu'il est de mon devoir de vous soumettre l'exposé suivant que je suis prêt à attester sous serment.

Je déclare que P. F. Herwig, quand il était député-collecteur de la Douane à la Nouvelle-Orléans fit diverses importations de rum de la Jamaïque et de brandy de France en fraude de la Douane.

Il en fit autant pour des cargaisons de sucre des Indes Occidentales et participait aux profits.

Je déclare qu'un nommé Charles A. Carrigel, alors examinateur de sucre, a en sa possession une boîte de papiers contenant les preuves des dites fraudes. Il travaille aujourd'hui sous M. Voucher au département des constructions et peut être trouvé en tout temps. Il est prêt à fournir toutes les informations qu'il possède. Son frère, James Carrigel, alors inspecteur de douane, connaît tout cela. Il demeure rue d'Enghien, entre les rues Amourlet Bons Enfants.

Jonas C. Wisdom, alors d'expédition, est au courant de toutes les grandes commissions Herwig, et les aurait dénoncées s'il n'eût pas craint de perdre sa place. Wisdom est un pauvre homme chargé de famille.

Je citerai encore comme pouvant attester les fraudes James Bradley, James Wilder, R. S. Donner et Henry Foss.

MM. Carrérôn, Champlain, Tomlison Hilliard, Eichols, Finnegan, Aikman, Ludwick, Ullman, Hutchinson, Nelson et Coupland sont les meneurs de la clique Herwig, et font tout ce qu'ils peuvent pour vous empêcher de découvrir leurs fripponneries.

Je pourrais vous adresser une plus longue communication, mais je pense que cette lettre suffira pour attirer votre attention et vous mettre sur la voie pour atteindre ces criminels.

Respectueusement,

PETER BRADLEY,
Ex-concierge de la Douane.

Meeting des ouvriers boulangers.

Conformément au plan proposé, les ouvriers boulangers se sont réunis mercredi matin, rue Bienville No 51. Ils étaient au nombre de 100, la société ne comptant pas plus de 130 membres.

Plusieurs discours relatifs aux griefs et aux demandes des ouvriers ont été prononcés. Avis avait été donné que s'il n'était pas fait droit aux demandes publiées dans la proclamation de mardi matin, les ouvriers quitteraient leurs travaux et laisseraient les maîtres se tirer d'affaire comme ils pourraient. Mais, au meeting, on a dit que la société n'était pas encore assez nombreuse pour adopter de telles mesures et qu'il serait bon d'accumuler un fonds avant d'en venir à aucune extrémité. Beaucoup de membres n'avaient pas payé ce qu'ils devaient et comme dans le cas d'une grève, les patrons pourraient se procurer assez de bras pour répondre aux besoins de la boulangerie, il était jugé convenable d'attendre que le trésor de la société fut plus abondamment pourvu.

Rapport sur l'asile Fink.

Les commissaires de cet asile ont remis leur rapport au maire pour le trimestre finissant le 31 juillet 1877. Ce rapport montre qu'il y a 29 personnes à l'asile, classées comme suit: 2 de 60 à 70 ans; 4 de 40 à 50 ans; 5 de 30 à 40; 4 de 15 à 20; 5 de 10 à 20; 8 de 5 à 10 et 1 de 1 ans.

Il n'est mort personne depuis le dernier rapport. L'asile a autant de gens qu'il peut en contenir et beaucoup de demandes pour admission attendent une réponse affirmative.

Les dépenses pour la bâtisse et les terrains ont été de $76,65; pour compte de provisions $515,41; pour salaires et gages $372. Argent en main $536,96.

Le chemin de fer pour le grain.

Les terrassements pour le chemin de fer sur la Levée ont commencé avec activité et les entrepreneurs ont déjà nivelé plusieurs îlets et posé des rails de la rue Race à la rue Orange.

Procès pour salaire.

L'ex-juge T. Wharton Collens, qui avait été élu juge de la Septième Cour de District, en novembre 1872, laquelle cour fut immédiatement abolie par la Législature Pinchback, a intenté à l'Etat un procès pour recouvrer le salaire dont il fut privé et dont le chiffre ne s'élève pas à moins de $20,000.

Francs-Tireurs d'Orléans.

La première compagnie des Francs-Tireurs d'Orléans doit faire bénir ses drapeaux à la Cathédrale St. Louis, dimanche 12 août, à 4 heures et demie de l'après-midi. Nous remercions la compagnie d'avoir bien voulu nous inviter à assister à cette cérémonie.

Présentation d'une épée d'honneur.

La compagnie A de l'artillerie d'Orléans est sortie hier soir pour faire une agréable surprise au capitaine Ducros, chez lui rue St-Philippe entre les rues Remparts et Bourgogne. Son but était de lui présenter une épée d'honneur qui avait été commandée tout exprès pour lui à New York. Cette affaire a été fort brillante. La compagnie se compose de plus de cent membres, dont trente-six complètement équipés ont fait la sortie dont nous parlons.

Les uniformes sont fort élégants, bien confectionnés et donnent à la compagnie un air martial fort remarquable. Ce corps, le plus ancien de la ville, a certainement des droits à la bienveillance et aux égards de la population du Second et Troisième District, car c'est le seul corps qui ait resté affilié par les sentiments, le cœur, les sympathies et la langue.

Voici la liste nominale de ses officiers:

Capitaine E. A. Ducros.
1er lieutenant Dan'l Hauck.
2d " " Alex. Lissapp.
2d " " Geo E. Forstall.
1er sergent Eug. R. Harnot.
2d " " L. A. Berteaux.
3d " " G. Poncet.
4e " " J. J. Pratts.
5e " " Jean Davezac.

Nous remercions vivement la compagnie pour la très-brillante sérénade dont elle nous a honorés en passant hier soir devant nos bureaux.

TEMPÉRATURE,—8 août 1877,
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin.....	81	27
Midi.....	80	27
3 P.M.....	84	29
6 P.M.....	82	28

☞ Une rare fête musicale est en réserve pour ceux qui assisteront au divertissement des Vaudry Rifles le 16 du courant.

BEAUX MEUBLES A BON MARCHE.—On trouve à la grande fabrique de Jos B. Hubbard, coin Remparts et Perdido d'excellents meubles de salon, de chambre à coucher et de salle à manger, à des prix d'une rare modicité. Allez les examiner.

NOUVELLES DE FRANCE.

Nous extrayons les informations suivantes des journaux du 22 au 26 juillet:

—Un journal annonce que le maréchal-Président prononcera, à Bourges, un discours qui sera un véritable manifeste, servant de programme à tous les candidats patronnés par le gouvernement.

La nouvelle n'est pas exacte.

Le président aura, sans aucun doute, l'occasion de prendre la parole dans le cours de son voyage, et dans les circonstances présentes, l'expression de la pensée du chef de l'Etat aura une haute portée; mais le manifeste qui doit servir de programme à tous les candidats désignés par le gouvernement ne sera lancé qu'à l'ouverture de la période électorale, et avec la solennité qui convient à un acte aussi important. (*Moniteur.*)

Les journaux de Bourges nous apprennent que la majorité du conseil municipal de Bourges a refusé de voter des fonds pour la réception du Maréchal-président.

Mais plusieurs commerçants se sont réunis immédiatement et ont décidé d'ouvrir une souscription publique. En moins de deux heures, une somme importante était souscrite.

Les *Tablettes d'un Spectateur* annoncent que le vicomte de Greffulhe a mis à la disposition des comités électoraux conservateurs la somme de trois millions de francs.

C'est exact; mais cette somme importante ne sort pas, comme on l'a dit, d'une seule bourse. M. le vicomte de Greffulhe s'est mis à la tête d'un comité de souscription et a pris l'initiative en s'inscrivant pour deux cent mille francs. M. de Rothschild a versé cinq cent mille francs. D'autres capitalistes ont mis le reste.

Les conservateurs. Toutes ces sommes réunies forment un premier capital de trois millions et c'est cette somme qui, à titre de premier versement, a été mise à la disposition des comités conservateurs.

Les radicaux font circuler des brochures portant les titres suivants:

1° Qu'arrivera-t-il après les élections?
2° Les 363 sont-ils des radicaux?

Des mesures sévères ont été prises pour arrêter ces moyens de propagande et empêcher la circulation de ces brochures remplies de calomnies contre le maréchal et les ministres.

—La police de Lille a dû faire effacer des inscriptions manuscrites de: Vive la Commune! Mort à MacMahon! qui avaient été apposées en différents endroits d'un quartier populeux de la ville, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier.

Une enquête a été ouverte sur différents indices qui permettraient de découvrir l'auteur de ces inscriptions.

—Les préfets ont été invités, par une récente instruction ministérielle, à surveiller les Sociétés de secours mutuels, dont plusieurs paraissaient être, en ce moment, au dire des journaux de l'ordre moral "un foyer de propagande révolutionnaire."

Les avocats consultants de la gauche sont d'avis qu'une poursuite correctionnelle en diffamation peut être intentée par chacun des 363 devant le tribunal de chacun des arrondissements où le *Bulletin des Communes* a été affiché. Au total, et multipliant 363 par le nombre des communes où a eu lieu l'affichage, cela fait un compte de 12 millions de procès environ auxquels la consultation des grands jurisconsultes de la gauche donne ouverture. Pour intimeuser ceux-ci, M. Duclerc, frère, James Carrigel, alors inspecteur de douane, connaît tout cela. Il demeure rue d'Enghien, entre les rues Amourlet Bons Enfants.

Jonas C. Wisdom, alors d'expédition, est au courant de toutes les grandes commissions Herwig, et les aurait dénoncées s'il n'eût pas craint de perdre sa place. Wisdom est un pauvre homme chargé de famille.

Je citerai encore comme pouvant attester les fraudes James Bradley, James Wilder, R. S. Donner et Henry Foss.

MM. Carrérôn, Champlain, Tomlison Hilliard, Eichols, Finnegan, Aikman, Ludwick, Ullman, Hutchinson, Nelson et Coupland sont les meneurs de la clique Herwig, et font tout ce qu'ils peuvent pour vous empêcher de découvrir leurs fripponneries.

Je pourrais vous adresser une plus longue communication, mais je pense que cette lettre suffira pour attirer votre attention et vous mettre sur la voie pour atteindre ces criminels.

Respectueusement,

PETER BRADLEY,
Ex-concierge de la Douane.

Meeting des ouvriers boulangers.

Conformément au plan proposé, les ouvriers boulangers se sont réunis mercredi matin, rue Bienville No 51. Ils étaient au nombre de 100, la société ne comptant pas plus de 130 membres.

Plusieurs discours relatifs aux griefs et aux demandes des ouvriers ont été prononcés. Avis avait été donné que s'il n'était pas fait droit aux demandes publiées dans la proclamation de mardi matin, les ouvriers quitteraient leurs travaux et laisseraient les maîtres se tirer d'affaire comme ils pourraient. Mais, au meeting, on a dit que la société n'était pas encore assez nombreuse pour adopter de telles mesures et qu'il serait bon d'accumuler un fonds avant d'en venir à aucune extrémité. Beaucoup de membres n'avaient pas payé ce qu'ils devaient et comme dans le cas d'une grève, les patrons pourraient se procurer assez de bras pour répondre aux besoins de la boulangerie, il était jugé convenable d'attendre que le trésor de la société fut plus abondamment pourvu.

Rapport sur l'asile Fink.

Les commissaires de cet asile ont remis leur rapport au maire pour le trimestre finissant le 31 juillet 1877. Ce rapport montre qu'il y a 29 personnes à l'asile, classées comme suit: 2 de 60 à 70 ans; 4 de 40 à 50 ans; 5 de 30 à 40; 4 de 15 à 20; 5 de 10 à 20; 8 de 5 à 10 et 1 de 1 ans.

Il n'est mort personne depuis le dernier rapport. L'asile a autant de gens qu'il peut en contenir et beaucoup de demandes pour admission attendent une réponse affirmative.

Les dépenses pour la bâtisse et les terrains ont été de $76,65; pour compte de provisions $515,41; pour salaires et gages $372. Argent en main $536,96.

Le chemin de fer pour le grain.

Les terrassements pour le chemin de fer sur la Levée ont commencé avec activité et les entrepreneurs ont déjà nivelé plusieurs îlets et posé des rails de la rue Race à la rue Orange.

Procès pour salaire.

L'ex-juge T. Wharton Collens, qui avait été élu juge de la Septième Cour de District, en novembre 1872, laquelle cour fut immédiatement abolie par la Législature Pinchback, a intenté à l'Etat un procès pour recouvrer le salaire dont il fut privé et dont le chiffre ne s'élève pas à moins de $20,000.

MANQUE DE PATRIOTISME ET MAUVAISE FOI.—Les journaux républicains abusent d'une façon très fatiguante du nom de M. le duc Decazes. La *France* veut absolument, par exemple, qu'il soit venu *incognito* à Paris pour presser la date des élections:

"A lui seul il appartient de dire nettement à M. de Mac-Mahon qu'une humiliation oreille se préparerait pour la France si les élections n'avaient lieu qu'en octobre.

"M. le duc Decazes sait que nous ne parlons pas ici à l'aventure, et comprend ce que nous voulons dire."

Toujours le même système de pression extérieure, dont l'opposition ne se lasse point et qui est vraiment révoltant. La *France*, au surplus, n'a pas le droit de se taire après s'être ainsi avancée; il faut qu'elle parle nettement et dise de quelle humiliation il s'agit. Provisoirement, le *Moniteur universel* répond par un démenti formel à la double allégation de la *France*, et il détache de l'officieuse *Gazette de Magdebourg*, un article qui n'est pas de nature à flatter la manie des gauches.

La *Gazette de Magdebourg*, examinant le mémoire des jurisconsultes des 363 sur la date des élections et l'exposé des motifs, qui est dû, comme on sait, à M. Thiers, conteste les appréciations de l'ex-président sur l'ensemble de la situation européenne.

"De ce que le prince Gortschakoff a suivi le cours sur le théâtre de la guerre, de ce que le prince de Bismarck, à son passage par Berlin pour se rendre à Varzin, a fait une station à son ministère, de ce que les Chambres à Londres, Rome et Pesth tiennent leurs sessions régulières, il faudrait en conclure que, dans notre siècle, jamais l'Europe n'a éprouvé plus d'effroi, et qu'en effet elle peut être à tout instant surprise par des événements exigeant qu'aucun pays ne néglige d'avoir sa représentation parlementaire au complet. Cela, c'est vraiment travestir à l'extrême la réalité des faits et démentir les assurances pacifiques que le parti républicain en France a cependant tant prodiguées.

"Longtemps avant que le duc Decazes ne l'eût annoncé du haut de la tribune, les journaux de tous les partis proclamaient à l'envi que la France devait rester absolument neutre vis-à-vis de l'insurrection, quelque issue qu'elle pût prendre. On préconisait de toutes parts cette politique d'abstention et de réserve.

"S'il en est ainsi, il est cependant impossible que, du jour au lendemain, la France soit maintenant entraînée dans les querelles extérieures qui rendraient la présence des Chambres si nécessaire que ce pays tomberait dans l'abîme, si elles ne réunissaient au mois d'octobre et non en septembre.

"La guerre est encore entièrement localisée, même l'Autriche et l'Angleterre, et la plus forte raison l'Allemagne et l'Italie, observent la lutte sans bouger, et dans ces conditions la France pourrait être demain amenée à mobiliser son armée et à faire un emprunt de 5 milliards. Ce n'en croit pas ses yeux, quand on voit l'oracle vénéré de la nation française débiter de pareilles fadaises. C'est là tout à fait le Thiers de 1845. Il y a trois ans, il se trompait, qu'après des idées ambitieuses de Napoléon Ier, jetait le gant à toute l'Europe à propos de l'Egypte. Et toutes les feuilles libérales de Paris admirent cette belle sagesse.

"Si le Gouvernement acceptait une seule phrase de ce *factum*, s'il faisait annoncer que, vu la situation extérieure, la France ne pouvait pas rester un jour de plus sans parlement, les républicains seraient les premiers à traiter les ministres ou de traîtres ou de dignes des petites maisons. Quelle confiance l'Europe pourrait avoir dans un Gouvernement qui, pour embrasser momentanément le Gouvernement, renie d'un coup tout son programme en matière internationale? Le pays, s'il a encore un peu de jugement, aura droit de reproscrire une telle argumentation."

C'est encore à des mensonges du même ordre que répond une note de l'*Agence Havas*.

"Quelques journaux français persistent à attribuer, sur la foi de feuilles étrangères, à la présence de M. le vicomte de Gontaut Biron à Ems, où se trouve en ce moment l'empereur d'Autriche, un caractère et un but qu'elle ne saurait avoir. Notre ambassadeur s'est rendu à ces eaux uniquement dans l'intérêt de sa santé, et n'est pas chargé d'aucune mission particulière directe ou indirecte auprès de S. M. Impériale."

Pour en finir avec les inventions de la gauche, mentionnons le démenti que le *Soir* oppose à tous les bruits de dissentiment entre les membres du ministère.

☞ Les dames de la Société de Secours de la Crescent City seront charmées de voir leurs amis au divertissement que les Vaudry Rifles donneront dans les jardins de Carrollton, le 16 du courant.

LE CAMP DE L'OPPOSITION.—Les *Tablettes d'un spectateur* développent cette idée qu'une brouille est inévitable entre M. Thiers et les intransigeants.

Nous pouvons affirmer de source certaine,—et aucune feuille intransigeante ne nous contredira,—que les rancunes des irréfléchies radicaux contre M. Thiers, et leur hostilité absolue contre ses idées politiques, militaires, administratives, religieuses, sociales, économiques et financières, sont aussi vives que jamais.

Rien un accord entre M. Thiers et les intransigeants est donc une pure folie, et la prétendue entente de toutes les gauches est, en réalité, une mystification. Le pays tombera dans l'abîme, si elle ne réussissait